
Racines sociopolitiques de la Russie moderne (XIV^e-XVIII^e siècle)

André Berelowitch



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/17820>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2006

Pagination : 621-622

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

André Berelowitch, « Racines sociopolitiques de la Russie moderne (XIV^e-XVIII^e siècle) », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2006, mis en ligne le 01 avril 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/17820>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Racines sociopolitiques de la Russie moderne (XIV^e-XVIII^e siècle)

André Berelowitch

André Berelowitch, *professeur agrégé à l'École pratique des hautes études, 4^e section*

- 1 LE chargé de conférences a cherché à vérifier si l'absence de droits de l'immense majorité de la population, au XIX^e comme au XX^e siècle, pouvait s'expliquer par une accoutumance très ancienne à la servitude. L'analyse a porté sur les deux groupes numériquement les plus importants de la Russie ancienne : les esclaves (*xolopy*), environ 10 %, et les paysans, environ 75 % de la population à la fin du XVII^e siècle.
- 2 Le premier semestre a été consacré à l'esclavage, longtemps occulté ou édulcoré, par amour-propre mal placé, dans l'historiographie russe, mais étudié récemment par Aleksandr Zimin, Viktor Panejax, Evgenija Kolyčeva et le chercheur américain Richard Hellie. Dès le Haut Moyen Âge, les textes législatifs (*Justice russe*) ne laissent aucun doute sur la nature de l'institution : l'incapacité juridique du *xolop*, qui n'est pas responsable de ses actes, sa transmission par héritage au même titre que le cheptel font clairement de lui la chose de son maître. Au XVI^e siècle, les autorités privilégient l'esclavage pour dettes jusqu'à la mort du créancier, sans pour autant abolir l'esclavage héréditaire à l'ancienne mode (« Établissement » de 1597).
- 3 Contrairement à ce que l'on constate dans d'autres parties du monde, l'esclave russe ne perd ni son nom, ni ses appartenances familiales : dans les documents de la fin du XVI^e siècle figurent des généalogies d'esclaves couvrant jusqu'à quatre ou cinq générations. Comme ailleurs, en revanche, aux esclaves privilégiés, intendants, hommes d'affaires et fondés de pouvoir du maître, s'opposent les esclaves domestiques (*domovye*) et agricoles (*pasennyje*). Ces derniers travaillent la réserve seigneuriale ou, plus rarement, des exploitations individuelles.
- 4 Dans un cas comme dans l'autre, il est impossible de saisir en quoi l'absence de liberté influe sur le mode de vie des individus. En dehors des dispositions testamentaires ou des actes de cession qui transfèrent la propriété de l'esclave à un autre maître, rien dans les textes ne distingue un commis ou un paysan esclave de leurs homologues

libres. Les affranchissements mêmes, qui pourraient faire apparaître cette différence, déçoivent : dans la grande majorité des cas, l'affranchi se cherche aussitôt un nouveau maître.

- 5 Le servage, dont les contours de loin semblaient plus nets, se révèle à l'analyse une institution tout aussi fuyante que l'esclavage. Sa genèse progressive et presque insensible, depuis la suppression du droit de désaveu à la Saint-Georges d'automne (années 1580) jusqu'à l'abandon de toute prescription pour la recherche des serfs fugitifs (1649), s'effectue à travers une série de mesures partielles, de caractère purement pragmatique. Parmi les traits qui caractérisent la condition des paysans asservis, la plupart n'ont aucun lien, ou très indirect, avec l'assujettissement à la glèbe. Redevances et corvées semblent plutôt résulter, et ce bien avant le triomphe du servage, du rapport de force économique et politique entre seigneur et tenancier.
- 6 Le séminaire s'est penché sur la question peu étudiée de l'origine des pouvoirs judiciaires, administratifs et disciplinaires dont jouit le seigneur russe aux XVIII^e et XIX^e siècles. Résultant à la fois des anciennes chartes d'immunité judiciaire (à partir du XV^e siècle au moins) et de la perception des impôts, confiée plus récemment aux propriétaires fonciers, l'autorité seigneuriale semble laisser aux paysans une capacité d'initiative considérable. C'est ainsi que les serfs du monastère de N.-D. d'Ibérie élisent chaque année leurs syndics (*starosta*) et leurs jurés. Ceux-ci envoient aux frais de la commune des députés à Moscou, solliciter des bureaux leur rattachement à la couronne (Timošenkova, dans *Rossijskoe gosudarstvo v XIV-XVII vv.*, 2002). Là encore, l'absence de liberté, difficile à saisir dans les documents (à l'exception des registres de restitution des serfs fugitifs) ne semble pas influencer en tant que telle sur la condition paysanne.
- 7 Le trait le plus éclairant peut-être des phénomènes étudiés est l'« abolition » de l'esclavage. En 1711-1712, Pierre I^{er} aligne le statut des esclaves domestiques, les derniers à bénéficier de l'immunité fiscale de leurs maîtres, sur celui des serfs, tout en invitant de manière pressante les affranchis à s'enrôler dans l'armée. Parce qu'il manque de soldats et d'argent, il assimile définitivement, d'un simple trait de plume, deux types de servitude qui avaient évolué parallèlement, et s'étaient mutuellement contaminées, pendant plus d'un siècle. C'est donc que la distinction entre libres et non-libres, primordiale sous d'autres cieux, ne présente pas pour la société russe du début du XVIII^e siècle la même importance. La dépendance, entendue au sens large, est comme une mer dans laquelle tous les fleuves viendraient se jeter.

INDEX

Thèmes : Histoire, Europe centrale et orientale